



DELEGATION DE L'UNION EUROPEENNE EN REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

Analyse genre 2021

Djibouti

Sommaire

1	Introduction.....	2
2	Contexte	2
3	Situation de la femme à Djibouti	4
3.1	Politique nationale de genre	5
3.2	Cadre légal.....	6
3.2.1	Instruments internationaux.....	6
3.2.2	Instruments nationaux.....	7
3.2.3	Droits des femmes dans le Code de la famille	8
3.3	Statistiques et données.....	9
4	Accès à l'eau et assainissement.....	9
5	Participation et représentation des femmes	10
6	Violence basé sur le genre.....	12
6.1	Mutilations génitales féminines	13
7	Education	14
8	Emploi et opportunités économiques	16
9	Santé	17
9.1	Nutrition.....	18
10	Femmes, paix et sécurité.....	19
11	Intersectionnalité et diversité.....	20
12	Acteurs.....	20
12.1	La société civile.....	21
13	Conclusions et recommandations	21

1 Introduction

Cette analyse de genre évalue la situation des femmes à Djibouti. L'analyse porte sur le cadre politique et légal, les droits de la femme et la situation des femmes et filles djiboutiennes, notamment dans les domaines prioritaires de la programmation conjointe 2021-2027 de Team Europe.

L'analyse de genre est faite dans le cadre de la Plan d'Action Genre III 2021-2025 de l'UE. L'objectif est de décrire la situation des femmes, identifier des inégalités et défis pour informer le Plan de mise en œuvre de pays (Country level implementation plan, CLIP) et les analyses plus profondes dans les domaines de priorité dans la programmation conjointe 2021-2027. Les perspectives et stratégies d'intervention devront nécessairement tenir compte des besoins spécifiques et pratiques des jeunes filles et des femmes, y compris les besoins additionnels emmenant de la pauvreté, la situation éventuelle d'handicap, des maladies, le faible accès aux services sociaux de base et les pesanteurs culturelles, qui sont autant des contraintes convergent qui les empêchent d'être une force dynamique de développement.

Il faut noter qu'aucune étude n'a été faite exclusivement pour cette analyse. En effet, l'analyse consiste à une collecte d'information et données des différents documents, rapports et études sur la situation de genre à Djibouti. A cet égard, il faut tenir en compte que la portée et le contenu de cette analyse de genre est limité en fonction de manque des données adéquates et mise à jour.

2 Contexte

Djibouti, un pays situé stratégiquement dans la Corne de l'Afrique à l'entrée sud de la Mer Rouge, a une superficie de 23.000 km². Djibouti partage ses frontières avec l'Ethiopie, l'Erythrée et la Somalie. Le pays a une population d'environ 988 000 habitants, dont plus de 70 % sont concentrés en milieu urbain et près de 60 % vivent dans la région de la capitale Djibouti ville. Le reste de la population est réparti dans les cinq régions de l'intérieur du pays: Arta, Ali-Sabieh, Dikhil, Tadjourah et Obock.

Environ 47 % de la population sont des femmes.¹ La population se caractérise également par une extrême jeunesse. Les jeunes de moins de 25 ans forment 55,4 % de la population et la proportion des femmes en âge de procréer (12 - 49 ans) est estimée à près de 53 %.²

Les trois principales composantes de la communauté nationale du pays sont les Afars, les Arabes et les Somalis. Les langues officielles sont le français et l'arabe alors que le somali et l'afar

¹ Rapport d'Examen National Approfondi Etabli à l'occasion du 25ème anniversaire de la quatrième Conférence mondiale de Beijing, 2019.

² MFF, PNUD et DISED, Etude sur l'évolution de la situation de la femme à Djibouti, 2017.

représentent les principales langues maternelles du pays. La situation de la femme, du point de vue de sa fonction, de ses rôles et dans ses rapports à l'homme, n'est pas différente d'une communauté à l'autre. Les relations de genre subissent l'influence de ces facteurs historiques, sociaux et religieux.

98% de la population sont de confession musulmane. L'islam constitue un élément d'unité nationale et influence le statut et la position des hommes et des femmes au sein de la société djiboutienne. Il demeure la référence et le fondement ultime de légitimité de tous les comportements et de toutes les décisions personnelles comme collectives.

Djibouti est peu doté en ressources naturelles. Le climat est de type désertique aride marqué par une faible pluviométrie et des températures généralement élevées. La couverture végétale est faible du fait de la rigueur du climat. Le manque d'eau est extrême à Djibouti, un pays sans cours d'eau permanents. De plus, les changements climatiques exacerbent ces problèmes déjà précaires des ressources en eau.

Le pays fait face à une insécurité alimentaire chronique qui frappe une partie importante de la population rurale et urbaine. L'agriculture nationale est très faible et n'apporte qu'une négligeable contribution à l'approvisionnement alimentaire ; elle est estimée à 10 % des besoins du pays. Par conséquent, le pays est fortement dépendant des importations et reste extrêmement vulnérable aux variations du prix des denrées alimentaires, avec la majorité des ménages vivant dans un état d'insécurité alimentaire extrême. Le pays enregistre des crises alimentaires conjoncturelles récurrentes qui nécessitent souvent l'intervention de la communauté régionale et internationale (sécheresse persistante, inondations, invasions des criquets, flambée des prix des denrées de base).

Depuis quelques années, l'économie djiboutienne a bénéficié d'un taux de croissance autour du 7 % du PIB.³ Elle a été soutenue par le regain du trafic portuaire et par une présence militaire étrangère accrue. La croissance économique enregistrée a contrasté avec la situation de pauvreté que connaît le pays ; le taux de pauvreté extrême est de 21,1 % et celui de pauvreté globale de 35,8 % à l'échelle nationale. Quant à la répartition de la population pauvre extrême par milieu, elle est de 55 % en zone rurale et de 45 % en zone urbaine.⁴ Djibouti occupe le 166^{ème} poste sur 189 pays dans le ranking de l'Indice de Développement Humain.⁵

Le taux élevé de la pauvreté est en corrélation avec le chômage qui touche près de 47 % de la population active. La situation des femmes est encore plus dramatique car 63 % de femmes

³ Rapport valant quatrième et cinquième rapports périodiques soumis par Djibouti en application de l'article 18 de la Convention pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), 2020.

⁴ Rapport Beijing, 2019.

⁵ PNUD, Rapport sur le développement humain 2020.

actives sont au chômage par rapport à 38 % des hommes.⁶ A noter que le taux d'emploi (formel ?) reste inférieur à 25 %.

Cependant, de par sa situation géographique, Djibouti occupe une position stratégique qui lui offre des opportunités réelles pour son intégration à l'économie régionale et internationale notamment pour le développement des échanges commerciaux. L'économie est très largement dépendante du secteur tertiaire et Djibouti ville constitue le centre d'activité économique du pays.

3 Situation de la femme à Djibouti

Au cours de dernières vingt ans, Djibouti a enregistré des avancées en matière de promotion et de défense des droits de la femme ; par exemple en renforçant le cadre légal pour la protection des femmes et en ratifiant des instruments internationaux pour le droit des humains, ainsi des femmes. La création d'un Ministère de la Promotion de la Femme et du Planning familiale est aussi une telle avancée importante. Ce ministère est dénommé Ministère de la Femme et de la Famille après la restructuration du gouvernement suite à l'élection présidentielle en 2016.

Le Ministère a élaboré un Politique Nationale de Genre, qui s'inscrit dans la politique nationale de développement. Le Ministère élabore également une politique nationale de la Planification Familial, avec l'appui de FNUAP.

Le Ministère a fait une étude sur l'évolution de la situation de la femme en République de Djibouti au cours des quinze dernières années (2000-2015). L'étude était multidimensionnelle et multisectorielle et avait pour objet de mettre à la disposition du gouvernement et de ses partenaires un état de lieu actualisé sur l'évolution de la femme et un tableau de bord des indicateurs et données en genre. Malgré l'ambition, la portée de l'étude reste limitée suite au manque des données (récentes), notamment pour les secteurs économiques et porteurs de croissance, dont les statistiques ne sont pas ventilées par sexe.

Bien que Djibouti a fait des avancées légales et institutionnelles, le poids de la tradition, de la religion et de la culture ralentit la promotion de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. La faible autonomie de la femme est liée à la méconnaissance de ses droits en raison du faible niveau d'éducation et de son faible pouvoir économique. La société djiboutienne est patriarcale : l'homme a le rôle de chef de ménage et la femme est normalement en charge des enfants, la maison et le sphère privé.

⁶ Rapport Beijing 2019.

3.1 Politique nationale de genre

En 2002, le Ministère délégué auprès du Premier Ministre chargé de la Promotion de la Femme, du Bien-Etre Familial et des Affaires Sociales (créé en 1999) a élaboré la Stratégie Nationale d'Intégration de la Femme dans le Développement (SNIFD) Cette stratégie portait sur quatre domaines prioritaires, notamment la prise de décisions, la santé, l'éducation et l'économie.

La SNIFD était remplacé en 2011 par la Politique Nationale Genre 2011-2021 (PNG). L'analyse de la situation de genre à Djibouti montre un statut inégal de la femme et de l'homme dans la famille et dans la société qui restreint les chances des femmes d'éducation, limite leurs capacités à prendre des décisions et à participer à la vie de sa communauté avec les mêmes chances que les hommes.

La vision de la PNG est à faire de Djibouti une société égalitaire, sans discrimination où les femmes et les hommes, disposant des compétences et des capacités nécessaires, dans tous les domaines de la vie sociale, économique et politique, travaillent équitablement et en parfaite harmonie au développement du pays. La PNG fonde son intervention sur deux objectifs globaux :

- i) l'instauration d'un environnement socioculturel, juridique, économique, politique et institutionnel favorable à la réalisation de l'équité et de l'égalité de genre dans la société djiboutienne ; et
- ii) l'intégration effective du genre dans les interventions de développement dans tous les secteurs d'activités.

Par rapport à l'intégration du genre, force est à constater que les points focaux genre qui ont été établi dans tous les ministères, et qui ont pour mission de faire aboutir l'intégration effective du genre dans les processus de formulation des politiques, programmes et projets, sont limités dans leur intervention. Les points focaux ne disposent pas d'un statut clair ce qui ne leur permet pas de peser sur les politiques sectorielles. La budgétisation pour intégrer la question genre (budgétisation sensible au genre) n'est pas encore prise dans l'élaboration de différents budgets de l'Etat.

L'alignement de la PNG avec les cibles et indicateurs de l'ODD 5 n'a pas été effectué. La revue à mi-parcours de la Politique n'a pas eu lieu non plus. La nouvelle Ministre de la femme et de la famille (en place depuis mai 2021) a annoncé la révision et l'élaboration d'une nouvelle version du PNG fin 2021- début 2022.

Les priorités du Ministère de la Femme et de la Famille dans son plan d'action 2019-2021 sont :

- i) promouvoir l'autonomisation socioéconomique de la femme ;
- ii) la promotion de l'égalité de genre ;

- iii) l'amélioration du bien-être des familles ; et
- iv) le renforcement des capacités institutionnelles et managériales avec la mise en place d'un système de suivi-évaluation efficace et opérationnel, ainsi que la mise en place d'un groupe de partenaires techniques et financiers pour le financement de ses projets.

Djibouti a également identifié cinq priorités du Plan d'action Beijing pour la période 2019 à 2024:

- i) l'éradication de la pauvreté et la sécurité alimentaire ;
- ii) l'éducation de qualité et apprentissage permanent des femmes ;
- iii) l'élimination de la violence faite aux femmes ;
- iv) la participation et représentation politique ; et
- v) l'accès aux services et infrastructure de base (eau, installations sanitaires, hygiène, énergie, transports et communication.

3.2 Cadre légal

3.2.1 Instruments internationaux

La République de Djibouti a ratifié plusieurs instruments internationaux et régionaux relatifs aux Droits de l'Homme garantissant également les droits des femmes. Sur le plan international, Djibouti a, entre autres, ratifié :

- La Convention relative aux Droits de l'Enfant (le 06 décembre 1990),
- La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (le 27 décembre 1990),
- La Convention relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF, 12 décembre 1998),
- Le Pacte international relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels (le 02 septembre 2002),
- La Convention contre la torture, les traitements cruels, inhumains ou dégradants (le 09 septembre 2002),
- Le Pacte international relatif aux Droits Civils et Politiques (le 05 février 2004),
- Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène les enfants (2009),
- La Convention relative aux droits des handicapés (2009),
- Le Statut de Rome sur la Cour Pénale Internationale,
- Les Conventions de Genève de 1949 et leurs Protocoles additionnels,
- Les principales Conventions de l'organisation internationale du travail,

Sur le plan régional, la République de Djibouti est partie à :

- La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (1991)
- Le Protocole facultatif sur la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples,
- Le Protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des peuples relatifs aux droits de la Femme (2005),
- La Charte Africaine sur les Droits et le Bien-être de l'enfant (signé en 1992),
- Les engagements en matière des Droits de l'Homme dans le cadre de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et le Marché Commun de l'Afrique de Sud et de l'Est (COMESA).

3.2.2 Instruments nationaux

La Constitution de la République de Djibouti, entrée en vigueur le 15 septembre 1992, proclame dans son préambule que l'Islam est la religion de l'État. Djibouti n'est pas une République Islamique, mais les préceptes de l'Islam sont respectés. La Constitution consacre les Droits et les Libertés Fondamentales de la personne humaine. Titre II de la Constitution est dédié aux droits et aux devoirs de la personne humaine.

Les droits et libertés qui y sont reconnus sont, entre autres:

- i) l'égalité devant la loi sans distinction de langue, d'origine, de race, de sexe ou de religion ;
- ii) le droit à la vie, à la liberté, à la sécurité et à l'intégrité de la personne, la légalité des poursuites, la présomption d'innocence ;
- iii) le droit à un avocat, à un médecin en cas d'arrestation ;
- iv) l'interdiction de la détention sans mandat ;
- v) le droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion, de culte et d'opinion ;
- vi) la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté syndicale, le droit de grève ;
- vii) l'interdiction de la torture, des sévices ou traitements inhumains, cruels, dégradants ou humiliants.

La discrimination, définie comme toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs mœurs, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, est criminalisée selon le Code Pénal.⁷

⁷ Loi n°59/AN/94/ 3ème L portant Code pénal du 5 janvier 1995, art. 390 et 391.

3.2.3 Droits des femmes dans le Code de la famille

En 2002, le Code de la Famille⁸ a été révisé pour mieux respecter l'égalité dans le couple entre l'homme et la femme. Au niveau formel, la femme et l'homme sont mis au pied égal, mais on peut noter que le Code reproduit et préserve certaines normes traditionnelles inégales. Une étude portant sur la réforme du Code de la famille était réalisée en 2019. Le résultat n'est pas encore publié.

Le Code de la Famille impose certaines règles au sein de la famille et prévoit le respect et l'égalité dans le couple entre l'homme et la femme. Selon l'article 7 du Code de la Famille : « Le mariage n'est formé que par le consentement des deux époux et du tuteur de la femme » ; à contrario, les mariages forcés sont interdits. Il faut noter que le consentement du tuteur de la femme est nécessaire en addition au consentement de la femme.

L'article 13 du Code de la famille fixe l'âge légal pour contracter un mariage à 18 ans, mais le mariage précoce est encore une pratique qui s'observe à Djibouti. Le Code de la Famille autorise le mariage entre des mineurs avec le consentement de leurs tuteurs ; le père ou le grand-père peut donner son consentement au mariage de l'enfant mineur.⁹ L'EDIM 2006¹⁰ révèle que parmi les femmes mariées âgées de 15 à 49 ans, 2,8% ont été mariées avant l'âge de 15 ans, 9,5% se sont mariées avant l'âge de 18 ans et 4,2% sont actuellement âgées de 15 à 19 ans.

Le mariage polygame est autorisé à Djibouti, mais seulement pour le mari.¹¹ Une femme musulmane ne peut pas se marier avec un homme non-musulman.¹²

La femme peut demander directement le divorce sans le consentement du mari. A noter que la femme, au contraire du mari, doit justifier les préjudices qu'elle a subis pour pouvoir obtenir le divorce. Seulement la femme doit respecter un délai de viduité après la divorce ou le décès du mari.¹³

La femme doit respecter les prérogatives du mari en tant que chef de famille et lui doit obéissance dans l'intérêt de la famille.¹⁴

Les dispositions sur le droit d'héritage se basent sur le Charia et donne le droit à la femme la moitié de ce qu'hérite l'homme, et le droit de la fille est la moitié de celui du garçon.

⁸ Loi n° 152/AN/02/4ème L portant Code de la Famille du 31 janvier 2002.

⁹ Code de la famille, art. 14 et 16.

¹⁰ Enquête Djiboutienne à Indicateurs Multiples 2006.

¹¹ Code de la famille, art. 22.

¹² Code de la famille, art. 23.

¹³ Code de la famille, art. 39 et 42.

¹⁴ Code de la famille, art 31.

3.3 Statistiques et données

Il y a un manque général des données fiables et des statistiques à Djibouti et encore moins disponible sont les données désagrégées par sexe. Des données sont parfois créées dans le cadre des programmes et projets de développement. Ces données sont limitées dans leur couverture et dans le temps, comme elles sont spécifiques pour le projet et pas forcément répliquées dans un autre projet ou de manière générale. Par conséquent, l'image globale de la situation de la femme n'est pas claire, le suivi des actions est difficile et l'impact est difficile à mesurer. Ceci ne permet pas une analyse des problèmes genre systématique. Par exemple, Djibouti est un des trois pays qui n'est pas inclus dans le *Africa Gender Index* à cause de manque des données. Cette manque des données a un impact négatif sur l'identification et formulation des actions pour l'égalité de genre : quand la prévalence d'une problématique (violence basée sur le genre, présence des filles à l'école etc.) n'est pas connue, les mesures adéquates et adaptés sont difficiles à mettre en place.

Le renforcement de l'Institut National des Statistiques à Djibouti par la Banque Mondiale et le renforcement des capacités de l'Observatoire Genre par l'UE n'ont pas encore montré des résultats en termes d'accès aux données.

4 Accès à l'eau et assainissement

A Djibouti, la production actuelle d'eau ne couvre que 43 % des besoins avec un faible taux de raccordement au réseau de l'eau potable, tant à Djibouti ville que dans le milieu rural.

Parmi les ménages enquêtés dans l'étude sur les conditions de vie de femme en milieu rural et périurbain¹⁵, la majorité ont des forages ou des puits cimentés ou traditionnels comme source de l'eau (75%). Les points de l'eau sont généralement localisés à une distance de plus de 30 minutes du ménage et les ouvrages des points de l'eau sont souvent mal maintenus et dégradés, cela qui rend encore plus difficile l'accès à l'eau. En milieu rural, il y a aussi un manque de moyen de stockage de l'eau au niveau des ménages, qui les oblige aller chercher de l'eau plusieurs fois dans la journée.

Les infrastructures pour l'assainissement sont limitées et souffrent de vétusté. Selon l'étude mentionné, il y a que 27 % des femmes qui déclarent avoir une latrine au foyer, un taux qui est confirmé par l'EDAM3-IS 2012 avec un taux de 22 % des ménages djiboutiens qui disposent de latrines adéquates. Cependant, les dernières années il y a des communautés des femmes au milieu rural ou dans les villes hors Djibouti, qui ont commencé à demander pour des services d'assainissement, notamment la construction des latrines en proximité.

¹⁵ Etude sur les conditions de vie des femmes en milieu rural et périurbain djiboutien et sur l'accès aux services socioéconomiques mis à leur disposition dans les régions d'Arta, Ali Sabieh, Dikhil, Obock et Tadjourah, commandité par le Ministère de l'économie et des Finances chargé de l'Industrie, pour le compte du Ministère de la Femme et de la Famille, réalisée par Paix et Lait avec l'appui financier de l'UE, 2016.

Tant au milieu rural qu'en milieu urbain, la répartition des tâches quotidiens reste traditionnelle et octroie aux femmes la responsabilité principale du foyer. L'accès difficile à l'eau et assainissement constitue une charge additionnelle pour les femmes et une entrave de l'autonomisation des femmes.

5 Participation et représentation des femmes

En 2002, Djibouti a institué une loi qui impose un système de quota dans les fonctions électives et dans l'administration publique.¹⁶ Ce système de quota permet à chaque citoyen sans aucune distinction de prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement soit par l'intermédiaire de représentants élus(es) et d'accéder dans les conditions d'équité, aux emplois supérieurs de l'État.

Pour les fonctions électives, l'article 2 établie que « lors des élections législatives, les partis politiques présentant des listes de candidats devront faire figurer sur leur liste une proportion de l'un ou de l'autre sexe équivalente au moins à 10 % des sièges à pourvoir ». En 2018, le taux pour l'Assemblée Nationale est augmenté à 25 %.¹⁷

Cette loi a permis une avancée considérable, puisqu'elle a ouvert les portes de l'Assemblée Nationale aux femmes et accru ainsi leur visibilité politique et publique. Les femmes ont fait leur entrée à l'Assemblée Nationale en 2003 en obtenant 10 % des sièges, en 2010 elles ont obtenu 14% des sièges et depuis 2017 elles occupent 26 % des sièges (soit 17 sièges).

Dans le cadre du projet de l'UE d'appui à l'Assemblée Nationale, un caucus des femmes parlementaire a été créé au sein du Parlement en décembre 2019. Ce caucus rejoint toutes les femmes parlementaires avec l'objectif de contribuer au renforcement des capacités des femmes parlementaires et de défendre leur rôle au sein des travaux de l'Assemblée nationale. Un caucus parlementaire sur le genre, est aussi discuté. Ce caucus aura pour objectif de d'œuvrer en faveur de l'égalité de genre dans le cadre de l'ensemble des fonctions de l'Assemblée nationale, qu'il s'agisse de la législation, du contrôle du Gouvernement, de la représentation et du vote du budget. La création du caucus sur le genre n'a pas encore abouti.

En juillet 2002, la loi n° 174/AN/02/4ème L portant Décentralisation et Statut des régions a installé la décentralisation dans le pays. Les premières élections communales et régionales ont été organisées en mars 2006. En respect de la loi sur les quotas genre, les femmes ont fait leur entrée dans les assemblées communales et régionales ; suite aux élections en 2017, elles ont obtenu 29 % des sièges (soit 56/194). Il faut aussi noter que la Maire de la ville de Djibouti est une femme depuis les élections en 2017.

¹⁶ Loi n°192/AN/02/4ème L Instituant le système de quota dans les fonctions Electives et dans l'Administration de l'Etat, du 13 novembre 2002.

¹⁷ Loi n° 219/AN/18/7ème L du 11 janvier 2018 modifiant la loi n°192/AN/02/4ème L instituant le système de quota dans les fonctions électives et dans l'administration de l'État.

La loi instituant le système de quota a également matérialisé la participation de la femme à la gestion des affaires publiques. Le nombre total des femmes dans l'administration publique a continué à augmenter et les femmes représentaient en 2018 32 % des effectifs dans la fonction publique.

Total de l'effectif genre sur la période 2000-2018 Genre	Total / An 2000	Total / An 2018
Hommes	2856	10 708
Femmes	1090	5064

Etude sur la Représentation de la Femme dans la Fonction Publique /MFF/FNUAP/2019

Pour les emplois supérieurs de l'Etat, la loi fixe le quota à 20 %, ¹⁸ et une étude sur le leadership des femmes en 2008 montre que le nombre de femmes aux postes à responsabilité a sensiblement augmenté. ¹⁹ Cependant, on notait toujours une sous-représentation persistante des femmes dans les instances décisionnelles, par exemple pour les postes de Secrétaire Général.

	<i>Homme</i>	<i>%</i>	<i>Femme</i>	<i>%</i>
Chef de bureau	66	66%	33	33%
Chef de service	287	65%	151	35%
Directrice	123	73%	46	27%
Conseiller technique	317	87%	49	13%
Secrétaire général	18	85%	4	14%

Les femmes sont aussi présentes dans le système judiciaires ; les femmes représentent 50 % des magistrats à Djibouti et la présidente de la Cour Suprême est une femme, ainsi que la présidente de la Cour de l'appel et la Cour de Première instance ²⁰.

Dans le domaine de prise de décision moins formelle et quotidienne, l'espace pour les femmes à participer est limité. Il y a un besoin de renforcer les organisations de la société civile pour soutenir les femmes à prendre la parole et participer aux discussions et décisions qui les concernent.

¹⁸ Décret n°2008-0270/PR/MPF portant modalités d'application de la Loi n°192/AN/02/4ème L du 13 novembre 2002 instituant le système de quota dans les fonctions électives et dans l'administration de l'Etat.

¹⁹ Ministère de Promotion de la Femme, du Bien-être Familial et des Affaires Sociales et PNUD, Rapport sur le leadership des femmes dans le secteur public, 2008.

²⁰ Rapport sur le leadership des femmes dans le secteur public, 2008.

6 Violence basé sur le genre

Plusieurs efforts pour améliorer la protection juridique de la femme ont été fait. Le Code Pénal djiboutien sanctionne la violence physique et le fait que la violence est commise par le conjoint ou le concubin de la victime est considéré comme une circonstance aggravante.²¹ Les agressions sexuelles et le viol sont sanctionnés dans l'article 347 et 343 du Code Pénal. Aussi pour les viols il y a des circonstances aggravantes, pourtant que l'auteur étant le conjoint ou concubin de la victime n'est pas considéré comme telle.

Depuis 2018, le harcèlement sexuel et moral est reconnu dans le code du travail, condamné avec un sanction disciplinaire.²² En 2020, le Parlement a approuvé une nouvelle loi sur la protection, prévention et prise en charge des femmes et enfants victime de violence.²³

Cette loi fournit une définition de la discrimination à l'égard des femmes, la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. La loi n'a pas directement entamé des modifications du Code pénal et les sanctions pour la violence faite aux femmes, mais elle appelle aux départements ministériels et autres institutions publiques concernées à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir et lutter contre la violence à l'égard des femmes et des enfants.²⁴

Malgré ces efforts, certaines limites ou contraintes empêchent la réalisation effective de ces avancées. Parmi ces limites, on peut citer la méconnaissance par les femmes des différentes dispositions juridiques les concernant et les protégeant, le problème de l'accès équitable à la justice, la lenteur de la procédure judiciaire lorsque la justice est saisie, l'insuffisance de la diffusion et de la vulgarisation des textes juridiques notamment dans les langues nationales.

A ces problèmes généraux, il convient d'ajouter les problèmes culturels qui peuvent limiter l'exercice de ces droits. En effet, les femmes n'osent pas toujours porter plainte pour exiger le respect de leurs droits afin de protéger l'honneur de la famille. Les violences sexuelles, économiques, socioculturelles, physiques, ou encore psychologiques, constituent autant de violences qui échappent à la juridiction criminelle. Il faut aussi noter que la violence contre les femmes est normalisée dans la société ; selon une étude menée en 2017 la majorité des femmes mariées trouvent que certaines formes de violence sont justifiées, notamment celles des maris. Un mari puisse battre sa femme pour les faits suivants : sortir sans avertir le mari ; négliger les enfants ; se disputer avec le mari ; refuser les rapports sexuels ; laisser brûler la nourriture ; et négliger le mari. Une attitude similaire puisse se constater chez les jeunes filles, encore moins

²¹ Code Pénal, art. 334 et 335.

²² Loi n°221/AN/17/8ème L modifiant et complétant la loi n°133/AN/05/5ème L du 28 janvier 2006 portant Code du Travail.

²³ Loi N° 66/AN/719/8ème L portant protection, prévention et prise en charge des femmes et enfants victimes de violence.

²⁴ Loi sur la prévention, protection et prise en charge des femmes et enfants victimes de violence, art. 3 et 6.

protégées des violences dans la famille par la loi et la société : selon les jeunes filles, les frères ont le droit de les battre s'ils estiment qu'elles ont fauté (en cas de sortie tardive par exemple).²⁵

Les cas de violences constatées à l'égard des femmes se règlent souvent au sein de la famille et ne font pas l'objet de poursuites ou encore de procès devant un tribunal appliquant le droit moderne. En effet, une grande partie de la population djiboutienne porte la confiance aux tribunaux traditionnels ou coutumiers, au lieu de soutenir les juridictions modernes. Devant ces tribunaux, les femmes sont exclues aux procès importants comme le viol, les violences physiques faites aux femmes. Il est à rappeler que le rôle des hommes est important aussi devant les tribunaux modernes pour régler les cas de violences matrimoniales, la victime restant souvent muette sur son sort.

La confiance importante portée par les djiboutiens et les djiboutiennes aux tribunaux traditionnels ou coutumiers (74% de la population font confiance aux tribunaux traditionnels contre seulement 44% qui soutiennent les juridictions modernes) n'arrangent pas les choses quand on connaît l'exclusion des femmes aux procès importants comme le viol, les violences physiques faites aux femmes devant ces tribunaux.

Ceci dit, de plus en plus des femmes victimes des violences font recours aux Cellules d'écoute, d'information et d'orientation (CEIO), géré par l'association Union Nationale des Femmes Djiboutiennes. Ces cellules sont fonctionnelles depuis quelques années et elles sont récemment renforcées avec des compétences juridiques, psychologiques et de santé.

6.1 Mutilations génitales féminines

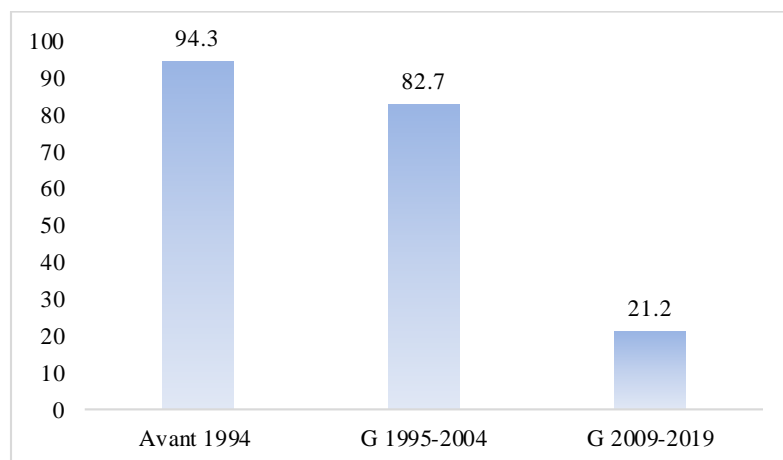
Le Code Pénal djiboutien condamne les mutilations génitales féminines.²⁶ Cependant, nombreuses femmes sont encore aujourd'hui victimes de ces pratiques néfastes dans les différentes parties du territoire. Selon des organisations qui luttent contre les MGF, entre 80 et 90 % des femmes et filles ont subi différentes formes de MGF. A Djibouti, tous les trois types de MGF sont pratiqués, avec des variations entre les régions et les communautés. Toutes les formes de MGF apportent des risques de santé pour la fille ou la femme et peuvent résulter à des complications. Bien que la loi interdise les MGF et que la modification de la loi en 2009 fournit une définition légale de MGF, aucune condamnation pénale à cet égard n'a eu lieu.

Même si la tradition reste forte et influente, surtout en milieu rural, des campagnes de sensibilisation pour arrêter la pratique ont été menées et commencent à montrer des effets. Une enquête nationale sur les violences faites aux femmes (EVFF) avec un point spécifique sur les MGF a été réalisée en 2019. Selon cette enquête, les résultats montrent un important recul de la

²⁵ Etude sur l'évolution de la situation de la femme à Djibouti, 2017.

²⁶ Voir art. 333 ainsi que la Loi n°55/AN/09/6ème L relative à la violence contre les femmes notamment les Mutilations Génitales Féminines.

pratique des MGF comparé aux années précédentes avec de moins en moins de jeunes filles et d'adolescentes ayant subi les MGF par rapport aux générations plus âgées. Néanmoins, la prévalence reste élevée et beaucoup de travail reste à faire avant de pouvoir déclarer Djibouti comme un pays sans MGF. Un pas important dans ce sens a été quand 25 leaders religieux des régions de Djibouti se sont réunis en décembre 2020 et ils ont signé une déclaration pour l'abandon de totale des violences faites aux femmes et des mutilations génitales féminines.



Rapport périodique sur le CEDEF soumis par Djibouti en Octobre 2020

7 Education

Le plan d'action d'éducation 2017-2020 du Ministère d'Education Nationale et de Formation Professionnelle (MENFOP) avait comme une de priorités d'éliminer les disparités entre les sexes dans le primaire et le secondaire et instaurer l'égalité d'ici 2019. Un nouveau plan d'action pour les années suivantes n'est pas encore diffusé par le Ministère.

La scolarisation des filles s'est améliorée d'une manière significative ces dix dernières années et la proportion de filles et la parité filles/garçons inscrit à l'école évoluent positivement de façon stable. Cependant, les inégalités d'accès liées au genre existent, notamment dans les zones rurales. Selon l'Annuaire statistique pour l'année scolaire 2019-2020, les filles représentaient 47 % des élèves au niveau primaire en milieu urbain et 43 % en milieu rural. Ces chiffres ne prennent pas en compte les enfants en âge de scolarisation, qui ne sont pas inscrits à l'école ; ils ne montrent non plus le taux de présence à l'école après l'inscription. L'Etat a mis en place des services pour faciliter la scolarisation des enfants en zone rurale, comme la cantine et les manuelles scolaires gratuits disponibles dans toutes les localités. Ces services ne sont pas très connus par les parents et l'explication pourrait résider dans les relations des parents avec le corps enseignant de leur école. Les parents qui ne participent pas à la vie de l'école ignoreront forcément les services de facilitation de la scolarisation.

La déscolarisation, l'abandon ou le décrochage concernent plus les filles que les garçons. L'annuaire statistique montrent que la proportion des filles inscrites à l'école moyen et secondaire diminue, au milieu urbain et milieu rural. Ce phénomène est notamment observé au niveau collège, quand les élèves doivent partir à une autre localité pour poursuivre la scolarisation. Les raisons invoquées concernent l'absence de structures sociales d'accueil adéquates ; les difficiles conditions d'accueil dans d'autres familles ; le manque de suivi scolaire et de sécurité surtout pour les filles, ainsi que des problèmes de transport entre le domicile et la localité où se trouve l'établissement scolaire. A noter que le décrochage le plus marqué se trouve dans les écoles secondaires des réfugiés.

Les conditions pour les filles à l'école se sont améliorées, 94 % des écoles primaires ont des toilettes pour filles, 90 % en milieu rural. Par contre, des disparités existent toujours dans les écoles moyennes avec 89 % des écoles avec toilettes pour filles et seulement 31 % en milieu rural. Le manque des latrines est un facteur qui contribue à la suspension des filles à l'école moyen et secondaire. Le nombre des établissements ayant accès à l'électricité a aussi augmenté ; 63 % des écoles primaires rurales ont accès à l'électricité, dont 48 % qui utilisent l'énergie solaire. 31 % des écoles secondaires en milieu rural ont accès à électricité, dont 15 % avec panneaux solaires. Souvent le système solaire connaît des pannes qui ne sont pas réparées rapidement. En outre d'être un défi pour la scolarisation régulière, le manque d'électricité empêche la réalisation des cours d'alphabétisation aux femmes les soirs.

Le taux d'alphabétisation des femmes, s'est nettement amélioré, en passant de 37,6 % en 2002 à 52,9 % en 2015.²⁷ Cependant, l'écart entre les proportions des hommes et des femmes alphabétisés persiste et le taux d'analphabétisme reste élevé en milieu rural.

La proportion du genre féminin parmi les enseignants est très parlante avec un faible taux d'enseignantes dans les écoles rurales ; 10 % des enseignants d'école primaire sont des femmes. L'encouragement et la motivation des enseignantes à aller travailler en zone rurale, et à mener campagne pour la scolarisation des filles dans leur école, n'a encore pas été envisagé dans les stratégies et les programmes d'accroissement des taux de scolarisation des enfants et de réduction de l'inégalité de genre.

Finalement, une difficulté qui affecte le taux d'abandon de l'école est le fait qu'une grande partie des enfants inscrits à l'école ne figurent pas dans les registres de l'état civil du pays. Arrivés en classe de 9^{ème} année, ces enfants ne peuvent pas finaliser les études, puisqu'une pièce d'identité est nécessaire pour être inscrit à l'examen.

²⁷ Etude sur l'évolution de la situation de la femme, 2017.

8 Emploi et opportunités économiques

Le taux de chômage est élevé parmi les djiboutiennes. Les femmes occupent souvent un emploi précaire et l'accès à un emploi stable est souvent difficile. Cependant, sur le plan juridique, il n'existe aucun dispositif visant à avantager une catégorie de la population aux dépens d'une autre. La législation djiboutienne du travail²⁸ prévoit dans son article 3 l'interdiction de toutes entraves à l'égard des femmes ou des jeunes à l'embauche dans le secteur privé.

Cependant, il y a des domaines qui ne sont pas accessibles pour les femmes pour des raisons des normes sociales et des mentalités de la population ancrés dans la culture et tradition. En 2018, dans le secteur privé formel, un employé sur trois était une femme tandis que dans le secteur l'informel, trois femmes sur quatre sont des femmes et en grande majorité des femmes en situation de vulnérabilité : 50,8% sont des veuves, 33,8% des femmes divorcées et 64,20% sont des femmes de 65 ans et plus.

La réticence de recrutement d'une femme peut avoir comme prétexte le congé de maternité des femmes et autres prétextes relatifs aux besoins spécifiques d'ordre sanitaire des femmes. Le Code de Travail précise à l'article 114 qu'« il est interdit de congédier une salariée durant la période de grossesse ». En 2019 le congé de maternité a été prolongé à 26 semaines au lieu de 14 semaines. La période de congé de maternité couvre la période de 7 semaines avant la date d'accouchement et 19 semaines après cette date. La femme a droit à l'intégralité du salaire pendant cette période ; une partie est couvert par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et une partie par l'employeur.

Pour la reprise de travail, le nombre des établissements préscolaires (crèches, garderies) reste limité dans le pays et ils sont davantage développés dans le secteur privé. Il reste donc à l'appréciation des parents, et en fonction de leurs moyens financiers, d'inscrire leurs enfants dans ces structures avant de les envoyer à l'école.

Le secteur de formation professionnelle est peu structuré, avec plusieurs acteurs actifs. L'accès des femmes aux ces formations restent toujours difficiles, même si amélioré. Le Centre d'Action Sociale et d'Autonomisation des Femmes (CASAF) est un organisme rattaché au MFF qui existe depuis 2007. CASAF a comme sa mission principale à former les jeunes filles et femmes déscolarisées, mais ainsi à promouvoir, animer, et gérer des activités et services à caractère social, familial, éducatif, et économique au profit des femmes et filles ; offrir aux femmes et jeunes filles un espace de formation et d'insertion professionnelle ; assurer un rôle effectif dans l'animation et le développement de la commune de Balbala et assurer l'élaboration et la mise en œuvre des projets sociaux locaux, soumis à l'agrément du MFF. A cet effet, il dispense des programmes de formation en coiffure et esthétique, en couture et broderie, en informatique et en cuisine/hôtellerie.

²⁸ Loi n°133/AN/05/5ème L portant Code du Travail, du 28 janvier 2006

Les opportunités d'entrepreneuriat sont limitées, comme l'accès aux ressources, notamment aux crédits, est faible dans tout le pays. Il existe des institutions de microfinances ouverts pour les femmes, comme la Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit (CPEC), qui existe depuis 2019.

Il existe plusieurs projets pour soutenir les femmes à démarrer des petites entreprises dans les domaines de couturier, cuisine ou autres et faciliter l'accès aux crédits. Ces projets fonctionnent bien pour la majorité des femmes bénéficiaires et elles arrivent souvent à couvrir leurs dépenses quotidiennes. Néanmoins, ces interventions n'arrivent pas changer les obstacles structurels dans le domaine d'emploi et faire sortir les femmes des emplois précaires, du secteur informel et de la pauvreté.

9 Santé

Une étude de 2016 sur l'accès aux services montre qu'il n'y a pas des inégalités entre hommes et femmes en termes d'accès aux services de santé.²⁹ Mais, les services et les soins disponibles en milieu rural sont limités. En plus, la qualité des soins et des services disponibles est faible. Le processus de décentralisation et déconcentration des services de la capitale aux zones rurales a démarré, mais pas encore montré des résultats tangibles au niveau de disponibilité et qualité des services de santé. Pour les femmes, la faible disponibilité des services de santé rend difficile leur accès aux consultations pré- et postnatales, information sur la planification familiale et autres soins relatifs à la santé de reproduction.

Le planning familial joue un rôle capital de la santé de la mère et de l'enfant dans la mesure où il peut contribuer efficacement à la réduction de la mortalité maternelle et infantile qui reste encore très élevée dans le pays. La faible utilisation de méthodes modernes de planification familiale est marqué par les grossesses non désirées, les avortements à risque, un faible espacement des naissances, un nombre relativement élevé d'enfants par femme (le taux de fertilité est 2.73 en 2018³⁰) et une surmortalité maternelle qui dépasse les 200 décès pour cent milles naissances vivantes.³¹ Le seul cas où la loi autorise l'avortement ou l'interruption de grossesse est quand elle est effectuée à des fins thérapeutiques, sans préciser les critères thérapeutiques.³² En addition, les femmes qui ont subi des mutilations génitales féminines sont au risque d'avoir des complications sanitaires, notamment dans le moment de grossesse et accouchement. Le MFF continue, en collaboration avec des partenaires internationales comme le FNUAP, à élaborer des stratégies de communication et de plaidoyer sur le planning familial accompagnées de plan d'actions.

²⁹ Etude sur les conditions de vie des femmes en milieu rural, 2016.

³⁰ World Bank Open Data, <https://data.worldbank.org/country/djibouti>.

³¹ World Bank Open Data.

³² Code pénal, art. 450.

9.1 Nutrition

Le problème de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition chronique demeure toujours préoccupant dans le pays.

L'insécurité alimentaire touche 46,5 % de la population, dont 3 % de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave. 51 % des ménages dirigés par une femme et 45,5 % des ménages dirigés par un homme souffrent d'insécurité alimentaire. Les ménages en situation d'insécurité alimentaire sont généralement pauvres et ruraux, possèdent peu de bétail et de terres agricoles et ont plus de personnes à charge.³³

La prévalence de la malnutrition aiguë globale est estimée à 10,3%, ce taux avoisine le seuil d'urgence de l'OMS de (10%), toutefois l'on peut dire que le niveau de prévalence de la Malnutrition aiguë global (MAG) a baissée dans toutes les régions par rapport aux années précédentes. Les régions de Tadjourah et de Dikhil sont celles qui sont particulièrement touchées par des taux de malnutrition aiguë globale élevés. La malnutrition aiguë sévère est estimée à 2,6%, cela a légèrement baissé tout en sachant que le seuil défini par l'OMS est de (2%), contribuant à maintenir environ 6,000 enfants à haut risque de décès.

La situation s'ajoute le taux élevé de malnutrition chronique (retard de croissance) qui est passé de 29,7 % en 2013 à 20,9 % en 2019 au niveau national, le taux le plus élevé (40,2 %) étant enregistré en 2019 dans la région d'Obock.³⁴ Le seuil de gravité de la prévalence globale de la malnutrition est de 33,6 % en milieu rural.

Le taux d'allaitement maternel exclusif a progressé de 2013 à 2019 en passant de 49,9% à 51,5% au niveau national. Le taux de couverture de supplémentation de vitamine A est relativement faible au niveau national soit 53,3%, l'anémie chez les enfants et les femmes enceintes restent également élevés, ainsi que les carences en micronutriments (fer, iode etc.). L'anémie chez les femmes en âge de procréer et 32,7 %.³⁵

La mortalité infantile et infanto-juvénile reste toujours élevée, 48,4 pour 1,000 naissances vivantes.³⁶ Les différentes formes de malnutrition contribuent directement ou indirectement à près de 45% de tous les décès chez les enfants de moins de 5 ans.

Une analyse causale de l'insécurité alimentaire³⁷ a révélé que la malnutrition des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes est déterminée par les mauvaises pratiques d'allaitement maternel exclusif dont le taux n'est que de 13,4%, mais aussi de mauvaises pratiques d'alimentation des jeunes enfants avec un taux seulement de 4% d'enfants de 6 à 23

³³ PAM : Plan stratégique du pays - Djibouti 2020-2024.

³⁴ PAM : Plan stratégique du pays - Djibouti 2020-2024.

³⁵ Profil pays sur la nutrition Djibouti, Commission européenne 2021.

³⁶ World Bank Open Data.

³⁷ Etude AGVSAN 2014.

mois adéquatement alimentés (fréquence, quantité et qualité). À ces déterminants s'ajoutent le faible accès aux soins préventifs et curatifs de qualité pour les enfants et femmes et aux soins pendant la grossesse et l'accouchement. Enfin, l'état nutritionnel de la mère, le niveau d'éducation, les facteurs socioculturels et l'insécurité alimentaire des ménages sont des facteurs qui aggravent la prévalence de la malnutrition parmi les enfants et les femmes.

10 Femmes, paix et sécurité

L'IGAD (Autorité Inter Gouvernementale pour le Développement) a élaboré en 2011 un Plan d'Action Régional (PAR) pour la mise en œuvre des résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008) du Conseil de Sécurité des Nations Unies à travers un processus participatif qui a réuni des femmes parlementaires, des représentantes des ministères des affaires du genre, des représentantes de la société civile et des milieux académiques de la région. Ensuite, l'IGAD a encouragé les pays membres à adopter son propre plan d'action national en s'appuyant sur le PAR. Dans ce cadre, Djibouti a élaboré son Plan d'action national sous la responsabilité du Ministère de la Femme et de la Famille.

Le Plan d'action national (2018-2020) a 3 objectifs stratégiques :

- i) la participation des femmes à tous les niveaux de prise de décisions dans les institutions et mécanismes nationaux, régionaux et internationaux pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits ;
- ii) la prévention de la violence contre les femmes et les petites filles, en particulier la violence sexuelle fondée sur le genre, les abus et l'exploitation sexuelle ;
- iii) la protection et le secours des femmes et des petites filles victimes de violences sexuelles durant ou après un conflit armé.

Le plan d'action vise à améliorer la protection et la promotion des droits des femmes dans les situations des conflits armés ou post conflit armé dont en particulier les femmes dans les conflits pastoraux, les femmes réfugiées et les femmes dans les opérations de maintien de la paix.

Djibouti est connu comme un pays stable, mais des conflits pastoraux peuvent surgir et ils sont souvent provoqués par la dispute des pâturages et des points d'eau et par le vol de bétail. Le caractère transfrontalier de certaines actions à l'origine de ces conflits et la faiblesse de la présence de l'Etat dans ces zones compliquent la recherche de solutions. En milieu pastoral, les femmes constituent traditionnellement un facteur de pacification entre les tribus à travers la pratique des mariages intracommunautaires arrangés pour consolider un accord de paix.³⁸ Même si considérées comme « actrices des paix » les femmes et les petites filles restent davantage très vulnérables et risquent d'être déniées de leurs droits dans ce type des accords.

³⁸ Beijing, 2019.

11 Intersectionnalité et diversité

Les femmes font souvent face aux plusieurs défis et elles risquent d'être victimes des formes multiples et convergentes de discrimination. Ces facteurs, comme la pauvreté, l'analphabétisme, le non accès à formation où les handicaps, sont seuls des défis pour l'autonomisation de la femme, et combinées ils présentent des entraves importantes pour les femmes. Cette intersectionnalité est notamment remarquable en milieu rural, où l'accès aux services est plus difficile. A ceci s'ajoute les poids de la tradition et la responsabilité de la femme de s'en occuper du foyer.

Les femmes migrantes et réfugiés sont dans une situation de forte vulnérabilité. Parmi les réfugiés, 49 % sont des femmes. Ces femmes sont incluses dans les engagements politiques que le gouvernement de Djibouti a fait pour les réfugiés dans le cadre du Comprehensive Refugee Response Framework (CRRF). Ces femmes sont par conséquent bénéficiaires de cette nouvelle approche vis-à-vis les réfugiés.

Les femmes migrantes, qui travers le pays sur la route vers une destination souvent dans les pays Gulf, sont très vulnérables. Elles sont invisibles, comme elles ne suivent pas les routes principales. Elles sont constamment à forte risque d'être victimes aux agressions sexuelles, ou des traitements inhumains, comme la traite, le trafic ou l'abus. Si les femmes migrantes à Djibouti travaillent, elles se trouvent dans le secteur informel avec un travail instable.

Par rapport à la diversité, le gouvernement de Djibouti a prononcé que « les femmes autochtones et les femmes ayant une orientation sexuelle et une identité sexuelle différente font l'objet d'un non-lieu dans le pays. Cela reste dans le cadre de la sphère privée. »³⁹ Effectivement, le Code de la Famille, définit la famille comme l'union de deux époux de sexes différents.

12 Acteurs

Plusieurs des acteurs en Djibouti font des interventions liées à la promotion d'égalité des genres. Suite à la création du Ministère de la Femme et de la Famille, ce ministère a naturellement la responsabilité de mettre en œuvre la politique nationale de genre. Pour cette mise en œuvre, le ministère est doté avec un budget, mais les ressources financières du ministère restent limitées. Néanmoins, le ministère a pu réaliser des programmes d'alphabétisation, d'entrepreneuriat et de sensibilisation avec l'appui des partenaires financières et techniques.

A date, il y a un grand nombre des partenaires financières et techniques engagés dans la mise en œuvre de la politique nationale du genre, mais il n'y a pas des mécanismes de coordination structurée. La nouvelle ministre a exprimé une volonté de créer une plateforme pour les partenaires qui appui le ministère, pour mieux coordonner et cibler l'appui.

³⁹ Rapport National Beijing 2019.

Un Observatoire Genre a été créé en avril 2018, sous tutelle du MFF. L'Observatoire a pour objectif la collecte, l'analyse et la diffusion des données relative à l'égalité des genres. Le MFF a signé avec le Commissaire au Plan une convention de partenariat qui permet à l'Observatoire du Genre de coopérer avec la Direction de la statistique et des études démographiques (DISED), maintenant remplacé par l'Institut National de la Statistique de Djibouti (INSD). Cet Observatoire a aussi comme rôle d'orienter toutes les parties prenantes sur les questions relatives à l'égalité des sexes et de réaliser des études pour mesurer les gaps en la matière. Dans le cadre de suivi et mise en œuvre du programme d'action du Beijing, c'est l'Observatoire du genre qui s'assure de la participation des femmes et des filles issues des groupes marginalisés pour prendre en compte leurs préoccupations.

12.1 La société civile

La société civile à Djibouti est faible ; les organisations nationales ont des capacités limitées et les organisations internationales ne sont pas nombreux. Ceci dit, une des associations la plus puissante et importante est l'Union Nationale de Femmes Djiboutiennes (UNFD), créé en 1977 avec la Première Dame comme présidente. L'association est représentée et mobilisée dans tout le pays et engagée dans presque tous les actions et programmes au bénéfice des femmes djiboutiennes. C'est l'UNFD qui gère les Centres d'écoute, d'information et d'orientation.

Outre que l'UNFD, il y a des associations spécialisées dans certains secteurs, comme Solidarité Féminine qui est spécialisé sur les questions de VIH/SIDA et des associations avec un focus particulier sur les MGF et violences basée sur le genre.

13 Conclusions et recommandations

L'égalité entre hommes et femmes fait partie de la politique nationale, une volonté qui est manifesté dans la Visions Djibouti 2035, la SCAPE et la politique nationale de genre. Cependant, la transformation de cette volonté en action réel reste faible. Le Ministère de la Femme et de la Famille ne dispose pas de suffisamment de moyens propres pour réaliser des interventions ou des actions à l'appui de la femme. Ce ministère dépend fortement de financement extérieur pour pouvoir mettre en œuvre la politique nationale de genre.

Les femmes ne sont pas impliquées de manière structuré dans le développement et dans la prise des décisions ; l'espace pour les femmes à participer reste limitée. En conséquence, il y a un risque que les actions ne répondent pas ou ne prennent pas en compte les besoins particuliers des femmes.

Il est recommandé que les partenaires européens continuent à soutenir la mise en œuvre de la politique nationale genre et ainsi d'intégrer les aspects du genre de manière transversale dans

toutes leurs interventions. Il faut s'assurer que les perspectives des femmes sont prises en compte lors de l'identification et formulation des projets, à travers les organisations de la société civile ou regroupement des femmes.